

Si les travailleurs visés à l'alinéa 1er ne sont pas soumis à la loi du 24 février 1978 précitée, les cotisations sont calculées sur des rémunérations forfaitaires fixées à la moitié du montant de rémunération visé à l'alinéa 1er, lorsque l'assujettissement couvre un mois complet; lorsque l'assujettissement couvre une fraction de mois, les cotisations sont calculées sur 1/25e de cette moitié par jour; lorsque la rémunération réelle payée aux sportifs est inférieure aux rémunérations forfaitaires visées au présent alinéa, les rémunérations forfaitaires sont fixées au montant de la rémunération réellement payée.»

Art. 5. Dans l'article 32 du même arrêté, les mots « 26, § 1er, et 31 » sont remplacés par les mots « et 26, § 1er ».

Art. 6. Dans l'article 43 du même arrêté, les mots « l'article 6 » sont remplacés par les mots « l'article 6bis ».

CHAPITRE II. — Chômage

Art. 7. Un article 127bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage :

« Article 127bis. — Les travailleurs visés à l'article 6bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969, revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs peuvent prétendre à des allocations de chômage lorsqu'ils remplissent les conditions prévues au présent arrêté et cessent en outre définitivement toute activité professionnelle en tant que coureur cycliste. »

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985, en ce qui concerne les sportifs visés à l'article 2 du présent arrêté et produit ses effets le 1er juillet 1985 pour ce qui est des sportifs visés à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 9. L'article 31, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par l'article 4 du présent arrêté, cessera d'être en vigueur le 1er janvier 1986, en ce qui concerne les sportifs visés à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales, sont, chacun en ce qui Le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 12 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre des Affaires sociales,
J.L. DEHAENE

F. 85 — 1572

29 JUILLET 1985. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

Le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi du 9 avril 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 12, 4^e, modifié par les lois des 24 décembre 1963 et 8 avril 1965;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

Indien de in het eerste lid bedoelde werknemers niet aan voor- melde wet van 24 februari 1978 zijn onderworpen, worden de bijdragen berekend op forfaitaire lonen vastgesteld op de helft van het in het eerste lid bedoelde bedrag van het loon wanneer de verzekeringsplicht een volledige maand dekt; wanneer de verzekeringsplicht een gedeelte van de maand dekt worden de bijdragen berekend op 1/25e van die helft per dag; wanneer het aan de sportbeoefenaars werkelijk uitbetaalde loon kleiner is dan het bedrag van de in dit lid bedoelde forfaitaire lonen, worden de forfaitaire lonen vastgesteld op het bedrag van het werkelijk uitbetaalde loon.»

Art. 5. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de woorden « 26, § 1, en 31 » vervangen door de woorden « en 26, § 1 ».

Art. 6. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 6 » vervangen door de woorden « artikel 6bis ».

HOOFDSTUK II. — Werkloosheid

Art. 7. Een artikel 127bis, luidend als volgt wordt in het koninklijk besluit van 20 december betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid ingevoegd :

« Artikel 27bis. — De werknemers bedoeld bij artikel 6bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders maken aanspraak op werkloosheidsuitkeringen indien zij voldoen aan de voorwaarden bedoeld bij dit besluit en zij bovendien elke beroepsactiviteit als wielrenner definitief hebben gestaakt. »

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985, wat de sportbeoefenaars betreft bedoeld in artikel 2 van dit besluit en heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1985 wat de sportbeoefenaars betreft, bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 9. Artikel 31, 2e lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij artikel 4 van dit besluit, houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1986, wat de sportbeoefenaars betreft, bedoeld bij artikel 2 van dit besluit.

Art. 10. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat Hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 12 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Sociale Zaken,
J.L. DEHAENE

N. 85 — 1572

29 JULI 1985. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

Het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 12, 4^e, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963 en 8 april 1965;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Après en avoir délibéré au cours de la réunion du 29 juillet 1985,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 9^{ter}, § 1, de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité sont apportées les modifications suivantes :

— au 1^o, premier alinéa, les mots « prestations effectuées par » sont remplacés par les mots « prestations effectuées pour leur propre compte par » et les mots « lorsque les honoraires relatifs aux dites prestations sont ou seront perçus par ces prestataires pour leur propre compte » sont supprimés;

— au 2^o, premier alinéa, les mots « prestations effectuées par » sont remplacés par les mots « prestations effectuées pour compte d'autrui par » et les mots « et lorsque les honoraires relatifs aux prestations exécutées ne sont ou ne seront pas perçus par le prestataire pour son propre compte » sont supprimés;

— au 3^o les mots « prestations effectuées par » sont remplacés par les mots « prestations effectuées pour son propre compte par » et les mots « et lorsque les honoraires relatifs aux prestations exécutées sont ou seront perçus par le praticien pour son propre compte » sont supprimés;

— au 4^o les mots « prestations fournies par » sont remplacés par les mots « prestations fournies pour compte d'autrui par » et les mots « et que les honoraires ne sont pas ou ne seront pas perçus par le praticien pour son propre compte » sont supprimés;

— au 5^o les mots « prestations effectuées par » sont remplacés par les mots « prestations effectuées pour son propre compte par » et les mots « et lorsque les honoraires relatifs aux prestations exécutées sont ou seront perçus par le médecin pour son propre compte » sont supprimés;

— au 6^o les mots « prestations effectuées par » sont remplacés par les mots « prestations effectuées pour compte d'autrui par » et les mots « et lorsque les honoraires relatifs aux prestations exécutées ne sont ou ne seront perçus par le médecin pour son propre compte » sont supprimés;

— au 8^o, les 4^e et 5^e alinéa sont respectivement remplacés par les dispositions suivantes :

« Par dérogation aux dispositions des 1^o, 3^o et 5^o du présent paragraphe, les prestations effectuées pour propre compte peuvent être mentionnées sur une attestation globale de couleur blanche conforme au modèle repris à l'annexe 48, lorsque des moyens de bureau sont utilisés pour établir des attestations. »

« Par dérogation aux dispositions des 2^o, 4^o et 6^o du présent paragraphe, les prestations effectuées pour compte d'autrui peuvent être mentionnées sur une attestation globale de couleur verte conforme au modèle repris à l'annexe 51, lorsque des moyens de bureau sont utilisés pour établir des attestations. »

Art. 2. A l'article 9^{ter}, § 12, 3^e alinéa du même arrêté royal les mots « 1 million » sont remplacés par les mots « 5 millions ».

Art. 3. Le 1^{er} article de ce règlement produit ses effets le 1^{er} avril 1985; l'article 2 entre en vigueur le jour de la publication du présent règlement au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 juillet 1985.

Le Fonctionnaire dirigeant,
Dr. Jean Riga.

Le Président,
R. Van den Heuvel.

F. 85 — 1573

29 JUILLET 1985. — Règlement modifiant le règlement du 1^{er} avril 1963 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

Le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi du 9 avril 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 12, 4^o;

Na daarover te hebben beraadslaagd op zijn vergadering van 29 juli 1985,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 9^{ter}, § 1, van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in 1^o, eerste lid, worden de woorden « verstrekkingen, verleend door » vervangen door de woorden « verstrekkingen voor hun eigen rekening verleend door » en worden de woorden « en wanneer de honoraria betreffende die verstrekkingen door die verstrekkers voor hun eigen rekening worden of zullen worden geïnd » geschrapt;

— in 2^o, eerste lid, worden de woorden « verstrekkingen, verleend door » vervangen door de woorden « verstrekkingen voor andermans rekening verleend door » en worden de woorden « en wanneer de honoraria betreffende de uitgevoerde verstrekkingen niet door de verstrekker voor zijn eigen rekening worden of zullen worden geïnd » geschrapt;

— in 3^o worden de woorden « verstrekkingen, verleend door » vervangen door de woorden « verstrekkingen voor zijn eigen rekening verleend door » en worden de woorden « en wanneer de honoraria betreffende de uitgevoerde verstrekkingen door de praktizerende voor zijn eigen rekening worden of zullen worden geïnd » geschrapt;

— in 4^o worden de woorden « verstrekkingen, verleend door » vervangen door de woorden « verstrekkingen voor andermans rekening verleend door » en worden de woorden « en wanneer de honoraria niet door de praktizerende voor zijn eigen rekening worden of zullen worden geïnd » geschrapt;

— in 5^o worden de woorden « verstrekkingen, verleend door » vervangen door de woorden « verstrekkingen voor zijn eigen rekening verleend door » en worden de woorden « en wanneer de honoraria betreffende de uitgevoerde verstrekkingen door de geneesheer voor zijn eigen rekening worden of zullen worden geïnd » geschrapt;

— in 6^o worden de woorden « verstrekkingen, verleend door » vervangen door de woorden « verstrekkingen voor andermans rekening verleend door » en worden de woorden « en wanneer de honoraria betreffen de uitgevoerde verstrekkingen niet door de geneesheer voor zijn eigen rekening worden of zullen worden geïnd » geschrapt;

— in 8^o worden het 4^e en 5^e lid respectievelijk door de volgende bepalingen vervangen :

« In afwijking van de bepalingen van 1^o, 3^o en 5^o van deze paragraaf mogen de verstrekkingen voor eigen rekening verricht, worden vermeld op een wit verzamelgetuigschrift, conform het model, vervat in bijlage 48, wanneer bureauticamiddelen om getuigschriften op te maken worden gebruikt. »

« In afwijking van de bepalingen van 2^o, 4^o en 6^o van deze paragraaf mogen de verstrekkingen voor andermans rekening verricht, worden vermeld op een groen verzamelgetuigschrift, conform het model, vervat in bijlage 51, wanneer bureauticamiddelen om getuigschriften op te maken worden gebruikt. »

Art. 2. In artikel 9^{ter}, § 12, 3^e lid van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 1 miljoen » vervangen door de woorden « 5 miljoen ».

Art. 3. Artikel 1 van deze verordening heeft uitwerking met ingang van 1 april 1985; artikel 2 treedt in werking de dag waarop deze verordening in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

Brussel, 29 juli 1985.

De Leidend Ambtenaar,
Dr. Jean Riga.

De Voorzitter,
R. Van den Heuvel.

N. 85 — 1573

29 JULI 1985. — Verordening tot wijziging van de verordening van 1 april 1965 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

Het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 12, 4^o;